

2017

CARNET d'EUROPE

Lettre mensuelle d'actualité européenne

10 janvier 2017– N° 12/85 – 2 €

L'actualité de ce mois, comme chaque 1^{er} mardi du trimestre, est analysée et commentée par Alain MALEGARIE, vice-président de la Maison de l'Europe et des Européens, ancien directeur de l'institut de l'euro

Au sommaire : *Quels défis en 2017 après l' « annus horribilis » 2016 ?*

En Amérique :

- *Donald TRUMP, milliardaire fantasque, provocateur et dangereux*
- *La défense, point de divergence UE/USA*
- *Les amendes européennes infligées aux multinationales américaines contestées par le gouvernement américain*

En Europe :

- *Le BREXIT, autre évènement marquant en 2016*
- *L'Italie à la peine*
- *Le revenu universel : une idée pas si nouvelle !*

A propos de l'euro

- *Note de lecture sur le dernier livre de Joseph STIGLITZ*

*La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847
Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON,
Presse fédéraliste C/o Maison de l'Europe et des Européens – 242, rue Du Guesclin – 69003 LYON
www.pressefederaliste.eu – Contact : alain.requillon@orange.fr*

Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs

Quels défis en 2017 après « l'annus horribilis » 2016 ?

Quels seront les défis pour l'Europe en 2017, après l'annus horribilis qui vient de se terminer ? Avec le BREXIT, la montée du terrorisme islamiste, le développement du nationalisme, et du populisme, pour des raisons essentiellement économiques et sociales, l'anéantissement de la Syrie et les outrances de POUTINE, le basculement du gouvernement turc dans la dictature, et pour finir, « cerise sur le gâteau », l'élection de Donald TRUMP, ce milliardaire fantasque, provocateur et dangereux !

Je commencerai par parler de **Donald TRUMP**. Car dans ce monde interconnecté (n'en déplaise aux populistes de tout poil, adeptes du repli national et de la méthode Coué), on doit regarder, et de près, ce qui va se passer, désormais, aux États-Unis.

Le 8 novembre dernier fut la 2^{ème} grosse surprise de l'année, après le Brexit, sur lequel je reviendrai brièvement tout à l'heure. Pauvre Amérique ! Elle ne méritait pas l'arrivée de ce pur produit de la ploutocratie, populiste, grossier personnage, raciste, nationaliste-wasp (anglo-saxon protestant blanc), xénophobe, homophobe, anti-Obamacare, climatosceptique, anti-migrants, anti-musulman, anti-hispanique, anti-mexicain, antichinois. Mais pro-russe.

Sa victoire est époustouflante. Et les États-Unis, comme, déjà, beaucoup trop de pays d'Europe, ont ainsi basculé dans le populisme nationaliste. Certes, en nombre de voix, il est battu (Hillary CLINTON a obtenu 2 millions de voix de plus que lui, ce qui n'est pas rien). Mais Donald TRUMP a remporté les États qui donnent le plus de grands électeurs ; et il a raflé presque tous les « swings states », nombre d'États qui votaient démocrate depuis 25 à 30 ans : la Floride, l'Ohio, la Californie du Nord ont basculé. C'est-à-dire que des noirs, des Hispaniques, des Mexicains, des femmes, insultés durant la campagne, ont voté pour lui ! Et pas, comme on l'a dit au début, « que » les « petits blancs », pauvres, racistes et âgés. Il a renversé la table. C'est une victoire contre le clan CLINTON qui menait le camp démocrate depuis 20 ans, contre Washington, contre l'Establishment, contre la mondialisation dérégulée, le libre-échange, l'immigration.

En nommant 3 juges à la Cour Suprême, il aura tous les pouvoirs : la Cour Suprême, la Chambre du Sénat et la Chambre des Représentants (les députés). Les juges de la Cour Suprême ont tout pouvoir sur les questions de société : ils peuvent ainsi interdire l'avortement ; revenir sur la libéralisation (contrôlée) du cannabis ; remettre en cause l'accord sur le climat (Cop 21)...

Ce président élu, milliardaire, a de quoi inquiéter notre Europe fragilisée par la faute de nos gouvernants de plus en plus nationalistes : comme le dit Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, non seulement il (= TRUMP) semble ne pas partager les valeurs européennes, mais il ignore la manière dont fonctionnent l'Europe et le reste du monde ! Voilà qui risque de bouleverser les relations transatlantiques...

L'Europe est toujours, malgré des enjeux mondiaux de plus en plus grands, morcelée, divisée, pas assez intégrée. Et elle se retrouve face à un homme qui, non seulement, ne sait rien d'elle et ne veut rien en savoir, mais, surtout, a décidé de passer outre. Il regarde ailleurs : du côté de la Russie, en direction de Vladimir POUTINE qu'il considère, pour l'instant, comme un grand homme politique ; du côté de la Chine, aussi, qu'il voudrait museler. Mais de l'Europe, il n'en est pas question. Et l'Europe, affaiblie, ne pourra pas faire le poids face à une Amérique désormais imprévisible, et face à une vision du monde qui semblerait se re-bipolariser.

Mais nous n'avons pas à craindre, uniquement, d'être ignorés. Nous avons aussi à craindre des retombées économiques et financières qu'auront les choix controversés de Donald TRUMP.



La première victime de Donald TRUMP est le projet de Traité de commerce et d'investissement transatlantique (TTIP). Durant sa campagne, il n'en a pas dit un seul mot ! Alors même qu'il a dit vouloir renégocier l'ALENA (l'accord de libre-échange en Amérique du Nord, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique), et le TPP (l'accord de libre-échange entre les États-Unis et 11 pays de la zone Asie-Pacifique, conclu fin 2015 et signé en février 2016).

Cela arrange, du coup, nombre de politiciens (français), qui voulaient surfer sur la campagne anti-TTIP menée depuis plusieurs mois par différents courants. La contestation européenne va ainsi rejoindre l'ignorance et le mépris américain. On verra si TRUMP souhaite le relancer, à condition même qu'il sache ce qu'est ce projet d'accord. En négociation depuis 2013, on avait progressé, mais il reste encore beaucoup de points de blocage (transparence, accès au marché...). Même si, sur le principe, le TTIP reste une bonne perspective, car il aurait permis de dépasser l'enlisement de l'OMC, et de réguler le commerce entre les deux entités qui représentent, à elles seules, la moitié du PIB mondial, et que les avantages sont supérieurs aux inconvénients, il n'en reste pas moins, qu'aujourd'hui, paradoxalement, la relance des négociations ne serait pas une bonne chose pour l'Europe qui est, de la propre faute de ses gouvernants, incapable d'opposer un front uni et solide aux États-Unis. Nous sommes fragilisés, en interne par l'absence d'intégration poussée, et en externe, par l'arrivée de l'imprévisible Donald ; nous ne ferions plus le poids dans une négociation. Même une autorité comme Jean-Louis BEFFA, PDG de Saint-Gobain, multinationale qui a besoin de l'ouverture des frontières et de l'augmentation des échanges, estime pourtant que le moment n'est plus opportun.

Donald TRUMP a une « dent » contre les Chinois. Vrai paradoxe, au vu des relations économiques entre les deux pays ; mais authentique élément de discours nationaliste et populiste, qui renvoie l'Amérique à ses lointains démons, lorsque en 1882 elle promulguait une loi fédérale, dite « loi d'exclusion des Chinois » : elle interdisait alors l'immigration de travail des Chinois (très présente en Californie) ; et, pour ceux déjà présents sur le sol américain, elle empêchait tout retour aux USA dès qu'ils quittaient le pays. Cette loi resta en vigueur jusqu'en...1943. Aujourd'hui, Donald TRUMP ne vise pas l'immigration chinoise (il a d'autres « têtes de turcs » sur ce terrain, les Mexicains et les musulmans). Ce qu'il vise, ce sont les produits chinois. Il a annoncé vouloir taxer de 45% (!) les entrées de produits chinois aux USA... Un tarif quasi prohibitif. Sauf que, comme 25% des produits importés par les USA viennent de ... Chine, il va donc pénaliser tous les Américains, qui vont payer beaucoup plus cher leurs produits ! Cela créera de l'inflation. Sans compter les mesures de rétorsion que ne manquera pas de prendre la Chine... En outre, la Chine détient un tiers de la dette américaine, en bons du Trésor. Il est toujours dangereux de mordre la main de celui qui vous nourrit, ou qui vous prête.... D'ailleurs, la présidente de la FED, Janet HELEN, a déjà mis en garde contre les risques d'instabilité des marchés, si on fait n'importe quoi. Qu'à cela ne tienne, il parle aussi de déréguler les banques, de développer l'économie libérale en baissant les impôts sur les sociétés.

Le problème de TRUMP, reconnu par tous les commentateurs (y compris le Parti républicain) est son imprévisibilité et ses méthodes de gouvernance. Il joue le « chaud et le froid », contourne les médias qu'il déteste en communiquant sur les réseaux sociaux, c'est le « Président-tweet ». Il ne faut pas s'étonner si ce sont seulement les autocrates, les extrêmes droites nationalistes et xénophobes d'Europe qui ont chaudement félicité cet adepte du « politicus circus », fantasque et imprévisible : les ORBAN, KASCZYNSKI, POUTINE et autre Le PEN. Qui se ressemble s'assemble...

Certes, il a déjà reculé, sur le fameux mur avec le Mexique, et que les Mexicains devaient même payer (!..). Il a reculé sur les 11 millions de « sans papier » qu'il voulait expulser durant sa campagne. Désormais il ne veut plus en expulser que 3 millions... Certes, s'il dérape trop, les républicains, qui sont farouchement pour le libre-échange, mettront le « holà » et le Congrès bloquera, comme il l'a fait pendant 8 ans avec Obama ! Aux USA,



c'est le Parlement qui a le pouvoir, pas le Président de la République... On n'est pas en France !

Mais au fur et à mesure des nominations, on constate que la part belle est faite aux hommes d'affaires milliardaires, au détriment des politiciens. Il y a très peu de femmes (4), un seul afro-américain, aucun hispanique. Le directeur de l'Agence pour l'environnement, Scott PRUITT est ouvertement climato sceptique et nie les effets du CO² sur le climat ! Je ne sais pas s'il sera sensible à l'exhortation de notre Président HOLLANDE, au moment de ses derniers vœux aux Français, de ne pas remettre en cause la COP 21... Le directeur de la CIA, Mike POMPEO, est un farouche opposant à l'accord sur le nucléaire iranien. Steven MNUCHIN, ancien dirigeant de la banque Goldman-Sachs et producteur de cinéma, sera chargé des finances publiques américaines. Donald TRUMP s'est même permis, le 31 décembre, de provoquer OBAMA par un tweet, en déclarant que Vladimir POUTINE était très intelligent, et cela au moment où OBAMA a viré 35 diplomates russes suite à leur ingérence informatique piratant l'élection américaine !! Décidément, ce type ne recule devant rien !! Un narcissique qui gouverne par tweet et est à la tête de l'hyper puissance militaire, c'est un peu inquiétant, non ?

De telles nominations, déclarations provocantes ou voltes-faces créent des incertitudes sur les marchés financiers (même si la Bourse se porte bien) qui impactent les dettes publiques... Résultat, les taux d'intérêt vont remonter. Ça commence déjà, aux USA. L'Europe suivra. Fini, le temps béni des taux d'intérêt bas et du pétrole très peu cher, ce dont la France n'a pas su profiter, du reste !

Je rappelle ici que 1% de hausse de taux d'intérêt coûte mécaniquement 5 à 10 milliards € de plus pour le remboursement de notre dette (qui s'élève à 2 130 milliards € !). Et tout cela arrivera au premier semestre 2017, en pleine campagne présidentielle française ! La BCE pourra-t-elle réguler ces chocs ?

L'élection de TRUMP faisant monter les taux d'intérêt et l'inflation, le dollar va grimper (ça commence déjà) au détriment de l'euro, deuxième monnaie mondiale. Ce qui augmentera la facture de nos importations, dont le pétrole. Et améliorera (un peu) nos exportations. Mais comme nous importons beaucoup plus que nous n'exportons !...TRUMP veut développer l'économie libérale en baissant les impôts sur les sociétés, ce qui donnera un avantage supplémentaire à leurs exportations, surtout dans les pays peu compétitifs.

Parmi les sujets de discorde entre l'UE et les USA, on n'en retiendra que deux, mais d'importance.

La défense, point de divergence entre l'UE et les USA

Le nouveau président a déjà dit que l'Europe devrait financer sa propre défense (alors que l'Europe est sous le bouclier militaire américain depuis 1941 !) et payer sa protection par l'OTAN. Concrètement, cela signifie que les Européens, s'ils veulent encore être sous le bouclier OTAN devront payer une contribution volontaire aux États-Unis pour avoir des armes, contribution qui servira, de fait à payer les salaires des ouvriers dans les usines d'armement américaines. Les Européens aideraient ainsi le développement économique d'un secteur extrêmement important, et partant la croissance américaine, la consommation des ménages américains, au détriment des ouvriers européens, de la croissance et de la consommation européenne. Les États-Unis représentent, encore, 44% de la force de frappe mondiale. Les nationalistes européens, pourtant sourcilieux des intérêts de leurs nations, ont tous applaudi à l'élection de Donald TRUMP. Gageons qu'ils n'avaient pas lu son programme, ou écouté ses discours. La vraie solution serait plutôt au maintien des arsenaux, de l'industrie de l'armement (même si cela n'est pas moral) en Europe : cela maintient des emplois, cela développe la recherche et l'innovation, cela fait rentrer des revenus. Et surtout, cela nous rend indépendants, dans un monde tourmenté, avec un



Vladimir POUTINE tout aussi instable que son homologue américain. Bref, si l'Amérique lâche l'Europe pour sa défense, il vaudrait mieux prendre notre destin en main, sans « assistance » des USA. Et donc réaliser, enfin, une Europe de la défense (que le Parlement français a torpillée en 1954) enfin autonome, et qui nous donnerait enfin une **vraie** souveraineté, ce que les nationalistes de tout poil refusent de comprendre. Mais y aura-t-il un sursaut européen ? Y aura-t-il, à part Angela MERKEL, un dirigeant européen à la hauteur de cet enjeu ? Seul Emmanuel MACRON en France a le courage de parler « Europe » (« l'Europe est la solution, pas le problème ») quand tant d'autres ont renoncé, même François BAYROU...

L'Europe souveraine passera par une Communauté européenne de Défense, face aux ogres américains, chinois, indiens (bientôt), russes. C'est incontournable, à la fois pour notre sécurité, notre liberté, et même pour notre croissance et nos emplois. Il vaut mieux que le financement de notre défense « UE » aille aux entreprises d'armement européennes, non ? Et cela urge ! Voici ce dont la campagne de la présidentielle française devrait parler, et sérieusement, plutôt que de nous « amuser » avec des fadaïses et des sujets secondaires.

Les amendes européennes infligées aux multinationales américaines contestées par le gouvernement américain

2^{ème} sujet de discorde entre les USA et l'UE, les amendes infligées par la Commission européenne aux multinationales américaines. Preuve, au passage, que l'Europe se protège de la concurrence faussée et sait, aussi, mettre en place un soft protectionnisme, que ne voient pas, naturellement, les populistes-nationalistes. Après l'amende record contre Boeing et Microsoft, (en tout, entre 2004 et 2013, Microsoft aura été condamné à 2,2 milliards d'euros pour position de monopole), c'est au tour d'Apple d'être dans le collimateur : cette multinationale devra reverser 13 milliards d'euros à l'Irlande pour avantages fiscaux illégaux. La Commissaire européenne à la concurrence, la danoise Margrethe VESTAGER, estime qu'il faut désormais délivrer un message fort aux entreprises. La chaîne de café Starbucks et la chaîne de fast-food McDonald's, les GAFAs, Google et Amazon, sont aussi sous la surveillance de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne. On leur reproche de ne pas payer les impôts dans les pays où ils réalisent leurs bénéfices. La législation américaine, au contraire, ne taxe les bénéfices de ces multinationales que si elles les rapatrient aux USA (mais elles préfèrent, et on les comprend avec une telle législation, les transférer vers des paradis fiscaux). Le gouvernement américain est vent debout contre la Commission européenne accusée d'acharnement contre les entreprises américaines. Ce qui est faux, car dans le même temps, un cartel de 4 entreprises européennes de fabrication de camion (Man, Scania, Volvo-Renault Trucks et Daimler-Iveco) a été condamné à une amende de presque 3 milliards d'euros ; en 2013, 8 banques européennes avaient été condamnées pour leurs pratiques frauduleuses sur le marché des produits dérivés.

Le BREXIT : autre évènement marquant en 2016

Autre évènement marquant de l'année 2016, qui marquera (empoisonnera ?) l'année 2017, puis l'année 2018, c'est le **BREXIT**. De nombreuses conférences, à la Maison de l'Europe, y ont été consacrées. Je ne reviendrai donc que très brièvement sur les aspects économiques du Brexit.

Le Royaume-Uni c'est (c'était, du coup) la 3^{ème} économie de l'UE, derrière l'Allemagne et la France, et la 5^{ème} puissance économique mondiale. Elle passe, donc mécaniquement, à la 6^{ème} place, (du fait des pertes de sa place financière pour ses transactions dans le domaine de la banque et de l'assurance), au bénéfice de ... la France qui retrouve la 5^{ème} place ! En 2015, le Royaume-Uni exportait 44% de ses biens et services vers l'UE, et 53% de ses importations venaient de l'Union ! C'est



dire si les conséquences seront importantes tant pour les Britanniques que pour les autres peuples de l'UE.

Ce vote historique a été (cf. mon billet sur mon euro blog du 5 octobre dernier) un coup de théâtre, car personne (pas même Cameron qui eut cette idée pour assurer sa réélection en 2014 !) ne s'attendait à un tel résultat. Il a d'ailleurs profondément divisé le Royaume-Uni, et généré des débats sur les suites à donner, sans compter les querelles juridiques (cette question ne devait-elle pas être votée par le Parlement – très largement favorable au maintien dans l'UE – qui avait voté l'adhésion en 1973 ?), ou les colères de l'Irlande du Nord, de l'Ecosse qui veulent absolument rester dans l'UE, et certains mêmes adopter l'euro.

Très vite les problèmes sont apparus, dépréciation de la livre sterling d'environ 10%, entraînant de l'inflation car la balance commerciale est déficitaire ; suspension d'investissements. Les chambres de commerce ont révisé leur prévision de croissance du PIB de 2,3% à 1% pour 2017. Par exemple, 100.000 emplois seront perdus si la City perd ses transactions en euros. Les prévisions de croissance pour 2017 annoncent déjà une baisse de 50%.

Bien plus que la question de la libre circulation des Européens entre l'UE et le Royaume-Uni, la vraie difficulté porte sur les questions financières. En cas de « hard Brexit » (sortie totale de l'UE), c'est tout le hub financier global qui serait touché, dans les secteurs des banques et des assurances, les sociétés de crédit, les gestionnaires d'actifs. 2 millions de personnes sont employées directement ou indirectement dans les services financiers britanniques ! Plusieurs grosses entreprises ont déjà gelé leurs investissements.

L'Angleterre perdrait aussi les sièges d'instituts européens comme l'Agence européenne des médicaments (Lyon est candidate, parmi d'autres), mais aussi, bien plus important, l'Autorité européenne des banques. En effet, l'EBA (son acronyme en version anglaise) fait partie du système de supervision financière et de surveillance prudentielle mis en place après la crise de 2008. Son rôle est, entre autres, d'assurer la transparence et le bon fonctionnement des marchés financiers, de veiller à ce que la prise de risques de crédit soit mieux réglementée et de renforcer la coopération internationale de la surveillance financière. Elle a été installée au cœur de la City pour des raisons évidentes de poids financier de la place de Londres. Les traités européens (confortés par un arrêt de la CJUE) indiquent toutefois que si l'autorité européenne des banques n'a pas à être obligatoirement située dans un pays de la zone euro, elle doit néanmoins être située dans un pays de l'UE. Ce déménagement sera une perte supplémentaire pour le Royaume-Uni qui avait réussi, sans être dans l'euro zone, à bénéficier d'une institution financière fondamentale de l'UE et de l'euro.

Au cœur de la City, l'enjeu porte sur le passeport européen : il autorise les sociétés de gestion de portefeuilles à vendre des services financiers sur le sol européen. Ainsi, plus de 5.500 entreprises sont détentrices de ce passeport européen, au Royaume-Uni. Ce sont, souvent, des filiales d'entreprises américaines. Avec la sortie de l'UE, ces entreprises perdraient les avantages de ce passeport et seraient obligées de se délocaliser vers une autre place financière européenne, Francfort, Amsterdam, et dans une moindre mesure Paris. C'est donc autant d'emplois perdus, et surtout des flux financiers en moins pour la City.



Bref, chacun se rend compte des conséquences, et personne n'a de « plan B ». Il semblerait que le gouvernement britannique opte pour un soft Brexit afin de réduire la casse, en jouant la montre et en sauvant le maximum d'avantages du marché unique européen (libre circulation des hommes, des services, des biens et des capitaux). En clair, il voudrait le beurre et l'argent du beurre : contrôler son immigration (il n'y a d'ailleurs que 3,5 millions de ressortissants d'un autre pays européen, soit 5% de la population globale) et sa législation, mais assurer aux entreprises la possibilité d'agir et exporter librement dans ce marché unique, biens, services et capitaux.

Ben voyons ! On prend ce qu'on veut, à la carte ! L'UE, c'est sérieux, ça ne fonctionne pas comme cela. Les négociations seront donc complexes, et c'est Michel BARNIER qui les conduira pour l'UE. Tiendront-elles dans le court délai de 18 mois que souhaite le négociateur européen ? Ou bien s'enliseront-elles, si le gouvernement de Sa Majesté « joue la montre » ? Iront-elles même au bout, si chaque partie prend vraiment conscience des dégâts causés (complexité administrative et législative, perte de marchés, appauvrissement, perte de la première place financière...) ? Mais comment revenir en arrière, et l'expliquer alors à un peuple qui a voté le BREXIT, même s'il a été fortement trompé par des politiciens menteurs et démagogues ? Qui vivra verra.

Du côté européen, il semblerait que la tentation soit plutôt d'exiger un hard brexit. Après tout, Theresa MAY n'a-t-elle pas déclaré « Brexit means Brexit ! ». Et de donner ainsi un signal fort : on ne peut pas détricoter un peu l'UE !

Nous attendons donc les mois de mars-avril 2017 pour voir comment les négociations vont se faire. Car, rappelons-le, pour l'instant, nous sommes dans une période d'entre-deux, qu'à Bruxelles on surnomme « la drôle de guerre ». Le référendum a eu lieu. Il a donné un résultat. Et... rien n'est encore déclenché. Le Royaume-Uni prend son temps, afin de pouvoir régler les dissensions intérieures (il y a quelques jours, le représentant permanent britannique auprès de l'UE a démissionné, après avoir expliqué que les négociations entre Londres et Bruxelles pourraient durer ... 10 ans). L'Union européenne doit attendre le déclenchement officiel de l'article 50. Bref, chacun se prépare. Mais le BREXIT n'a pas encore commencé !

Le BREXIT est une catastrophe pour le Royaume-Uni. Quid pour l'UE ? Theresa MAY a répété à plusieurs reprises que le Royaume-Uni voulait être le « plus attractif du monde ». Comment ? En baissant le taux d'imposition sur les sociétés, en le passant de 17% à 15%. Alors que l'UE traque les États membres qui cherchent à faire ce dumping fiscal ! Cela pourrait donc faire du mal à nos exportations. Mais, le reste du monde a intérêt à commercer avec un marché unique de 450 millions d'habitants (UE-27) plutôt qu'avec un marché de 65 millions d'habitants.

La vraie chose positive, c'est que le référendum sur le Brexit n'a pas « suscité de nouvelles vocations », pour reprendre l'expression de Jean QUATREMER. On va même s'apercevoir partout que l'UE, même inachevée, est sécurisante, et qu'en sortir est la pire des solutions ! La Hongrie et la Pologne, pourtant dirigées par des eurosceptiques notoires (sans parler de leur populisme intransigeant et de leur conservatisme étroit), se sont empressées de dire qu'elles restaient dans l'Union européenne. Mieux, qu'elles acceptaient le projet de défense européenne. Quant aux Britanniques, s'ils votaient maintenant, ils seraient ... 56% à choisir le REMAIN...



L'Italie à la peine

Les référendums sont décidément choses cruelles. **Matteo RENZI** l'a bien vu à ses dépens. Le fringant Président du Conseil italien a fait la même bourde que David CAMERON en organisant un référendum sur la réforme du Sénat et des collectivités, et surtout en orchestrant un chantage stupide (mais très gaullien !!) : « si je suis désavoué, je démissionne ». En ces temps de populisme aggravé, où le (bon) peuple veut renverser la table, sortir tous les sortants, congédier les élites, le procédé est risqué. Et le populiste europhobe Beppe GRILLO a encore sévi. Bref, RENZI a joué, il a perdu. Exit RENZI ! David CAMERON n'aura fait que 14 mois après sa promesse folle de référendum sur le BREXIT. RENZI, lui, aura démissionné 2 jours après le vote fatal de décembre 2016. Dommage, car il avait fait de bonnes choses, était resté quand même 34 mois à la présidence du Conseil, ce qui pour l'Italie est déjà un exploit. Il avait ramené le taux de chômage de l'Italie à 11,5% / 12% (soit 2 points de plus que la France, « seulement »), même si l'économie italienne reste en léthargie, depuis (trop) longtemps. L'UE a perdu un dirigeant jeune, et surtout très européen (espèce qui devient rare). Mais il est tombé dans le piège désormais classique du référendum. On ne répond pas à la question, on se venge de celui qui la pose. C'est la célèbre formule de Woody Allen : « ma réponse est NON, mais rappelez-moi la question ! ». La personnalité de RENZI aussi a joué en sa défaveur : on a voulu lui dire « zut ! ». Et son référendum a été perçu (à tort) comme une allégeance à ce que voulait Bruxelles ! Ce qui est absurde, évidemment. Mais cela n'explique pas tout : là encore, comme le BREXIT, comme Donald, on constate la victoire, nette, du populisme de l'extrême-droite (le « fameux » Beppe GRILLO), xénophobe, homophobe, anti-immigration et europhobe. Score sans appel : 55% de NON. Avec, en outre, un taux de participation très important.

Ce n'est pas en France que quelqu'un va organiser un référendum !! Mais notez que jamais, en ce mois de décembre 2016, on avait eu autant de gens (plus de 660.000) qui se sont inscrits sur les listes électorales pour la présidentielle française d'avril-mai 2017, et énormément de jeunes. L'avenir dira comment cette fervente citoyenne louable s'est exprimée...On sait déjà qu'en France, malheureusement, 34% des jeunes votent FN. 34 % ! Incroyable.

Autre souci pour l'Italie (j'en avais déjà parlé dans mon blog il y a quelques mois) : la **situation difficile des banques italiennes**. Et notamment la plus ancienne banque d'Italie, la prestigieuse Banca Monte Dei Paschi, qui a besoin d'un plan de sauvetage de 8,8 milliards € pour éviter la faillite.

Attention au jeu de dominos : pour Lehman Brothers en 2007 que l'on avait laissé mourir, il avait fallu agir très vite après pour éviter l'hémorragie en cascade. Les banques italiennes sont nombreuses, morcelées, ayant pour clients les TPE/PME, donc fragiles. Car malgré les efforts de RENZI, l'Italie est bloquée, n'a plus d'investissement, plus de croissance, a une dette énorme, et un réseau de banques fragiles.

Là encore la solidarité européenne (en zone €) devrait jouer, via la BCE si nécessaire. L'Italie, c'est quand même la 3^{ème} économie de la zone € il n'est pas question de prendre des risques, et de tergiverser deux ans comme avec la Grèce, en 2010...Il faut donc aider l'Italie !

Le revenu universel : une idée pas si nouvelle !

La nouveauté de l'année 2017 réside dans l'apparition d'une idée prétendument nouvelle (et pourtant fort ancienne), celle du **revenu universel**, ou revenu de base, ou basic income.



Ce sujet, intellectuellement ou socialement intéressant viendra à un moment ou un autre, dans la campagne présidentielle française. Mais il existe déjà au stade de l'expérimentation dans différents pays européens et au Canada.

On est, en quelque sorte, en train de voir émerger la concrétisation d'une utopie, comme le furent, en d'autres temps, les congés payés ou la couverture médicale universelle. C'est si rare que cela mérite que l'on s'y attarde un peu.

Tout d'abord, le revenu universel, c'est quoi ?

Il s'agit d'un revenu versé à tout citoyen, universellement et sans condition d'âge, de revenus ou de statut, tout au long de la vie. Et ce afin de permettre de vivre, ou subsister en complément ou en remplacement des revenus du travail. Dans l'absolu, il devrait être versé que l'on travaille ou non, que l'on soit étudiant, salarié ou retraité, quelque soit la situation financière du foyer fiscal, cumulable avec d'autres revenus, salaires ou prestations sociales, et versé de la naissance à la mort.

Cette idée révolutionnaire n'est pas nouvelle. La 1^{ère} mention d'un revenu de ce type a surgi à la fin du XVIII^e siècle, dans le monde anglo-saxon, et dans l'effervescence intellectuelle autour de la pauvreté et de l'assistance. En 1795 une loi est votée au Royaume-Uni, dite loi de Speenhamland qui prévoit une allocation en espèces pour tous les pauvres des paroisses, afin de leur permettre de compléter les salaires de ceux que l'on n'appelle pas encore les travailleurs pauvres, et afin d'empêcher la famine, et les émeutes de la faim. Cette loi sera balayée par la malheureusement célèbre poor laws, qui va préconiser plutôt l'enfermement des pauvres, dans une volonté d'éduquer (rééduquer ?) au travail, et qui va associer durant quelques décennies pauvreté – chômage et fainéantise : plutôt que de fournir des revenus, il faut apprendre à travailler aux pauvres.

Thomas PAINE, d'éducation quaker, intellectuel américain, et député de la constituante française en 1792, va également imaginer un système de rente versée à tout individu, de sa majorité à la retraite, afin de pallier les effets de la pauvreté, rente financée à travers un fonds, abondé par une taxe sur la rente foncière ... (Thomas PAINE s'étant lui-même inspiré d'une pratique chez les indiens Cherokee de dotation à chaque adulte, d'un lopin de terre).

Glorieux ancêtres, mais qui n'ont laissé que peu de trace dans la mémoire, car il faut attendre, désormais, les années 1970 pour qu'une telle idée ré-émerge. Elle est relancée par un homme célèbre, le pasteur Martin LUTHER KING qui, en 1967, prône un revenu annuel garanti afin de corriger les énormes différences de revenu entre noirs et blancs, les noirs étant discriminés à l'embauche et au niveau des salaires.

Aujourd'hui, le débat est plus vif, parce que le contexte économique et social entraîne une modification radicale de la notion de travail, et encore plus de celle de salariat. Le développement de l'économie collaborative commence à modifier en profondeur les relations demandeur/offreur, car la relation de Pair à Pair crée des interférences entre production et consommation : un jour on est consommateur, le lendemain on propose un service. Cette économie tend aussi à favoriser l'ubérisation, c'est-à-dire la mise en place de relations nouvelles entre une plateforme et ceux qui proposent des services ; d'où le développement sans précédent de l'entreprise individuelle, par exemple auto-entrepreneur. Cela a naturellement des



répercussions sur la protection sociale, la façon de la penser, de la redistribuer. Les trajectoires professionnelles ne sont plus linéaires comme aux temps des 30 glorieuses, la numérisation invente de nouveaux métiers, de nouveaux process, valorise le capital intellectuel et transforme en profondeur l'économie, et le monde du travail. Le numérique, l'automatisation, la robotique limiteront le travail salarié, sans compter la destruction d'emplois liée au fait que les pays développés n'auront plus de croissance à 5% ou plus. L'emploi à vie dans une même structure, c'est fini. D'où une précarité en progression. Enfin, le chômage structurel dans quelques pays de l'UE, dont la France tend à maintenir un niveau de précarité important, qui se conjugue à la précarité des personnes âgées (en France le montant moyen des retraites est de 1070 €).

A nouveau monde, nouveau projet, donc. Et c'est ainsi que l'utopie peut devenir réalité.

Concrètement, 2 pays européens, après les expériences québécoise, iranienne, américaine (en Caroline du Nord), namibienne et indienne, ont commencé au 1^{er} janvier 2017 l'expérimentation du revenu universel, comme on expérimente un médicament. On choisit un territoire, on choisit un groupe de population d'essai, et on évalue toutes les conséquences, positives et négatives, à la fois d'un point de vue quantitatif et d'un point de vue qualitatif.

La Finlande a ainsi lancé une expérimentation, sur 2 ans, auprès de 2.000 demandeurs d'emplois, âgés de 25 à 58 ans, tirés au sort. Ils toucheront une allocation de 560 € (c'est assez faible, et cela représenterait, compte tenu du niveau de vie plus élevé en Finlande, l'équivalent de 450 € de pouvoir d'achat en France). Ce revenu remplace toutes les autres allocations sociales, mais il peut être cumulé avec des revenus du travail ; et il est défiscalisé.

La ville d'Utrecht, aux Pays-Bas, fait également un test auprès de 500 bénéficiaires. Cet essai, mené en partenariat avec l'Université d'Utrecht, divise les bénéficiaires en 4 groupes, dont un soumis à une obligation de recherche d'emploi, un autre soumis à une obligation de bénévolat, un autre sans aucune contrainte, et le dernier continuera à percevoir les prestations sociales.

Enfin, un projet est en cours de finalisation, en Gironde, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès et le Conseil départemental de Gironde.

Ce projet, on le voit, n'en est encore qu'à ces débuts. Il convient d'en mesurer plusieurs aspects : d'un point de vue macroéconomique, un tel projet, réparti à l'échelle de la France, coûterait, au bas mot, 80 milliards €, si on donnait 1000 € à chacun, ce qui serait une ponction importante sur le budget. La question est donc de savoir quelles recettes permettraient de le financer. Les députés européens progressistes qui réfléchissent sur cette question, ont avancé l'idée que la taxe sur les transactions financières pourrait tout à fait financer un revenu universel, à l'échelle de l'Union européenne. L'autre aspect concerne le gain sur les dépenses : le filet universel pourrait être le filet de sécurité pour tous, mais il impliquerait que l'on supprime, en face, toutes les dérogations, exonérations, allocation chômage, allocation logement etc. Sur le principe de l'égalité et de l'équité, il y aurait transfert dans la redistribution sociale.



L'autre grande question posée par ce projet est celle des effets redistributifs : quel impact sur le pouvoir d'achat ? Qui serait gagnant et qui serait perdant ?

Enfin, il faut aussi s'interroger sur les aspects sociétaux : le rapport au travail change, mais quelles formes nouvelles pourra-t-il prendre ? Est-ce que cela aura des conséquences sur l'engagement démocratique et citoyen ? Sur la vie familiale ? Sur la notion même de bonheur ?

Note de lecture sur le dernier livre de Joseph STIGLITZ

Pour finir, je vous propose de partager une note de lecture autour du dernier livre du Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, intitulé « L'euro, comment la monnaie européenne menace l'avenir de l'Europe ».

On le sait, Stiglitz est souvent présenté comme un des opposants à l'euro, ou du moins quelqu'un qui ne croit pas à la pérennité de l'euro. Rien de très anormal, il est américain, et aime le dollar... donc il se méfie d'une monnaie concurrente au dollar.

Toutefois, il ne faudrait pas rester uniquement à la couverture et se contenter du titre racoleur du livre. Car, ce qu'il pointe, au-delà du lien qu'il fait entre l'euro et la crise de la zone euro, c'est la nécessaire réorganisation, voire refonte de la zone euro.

Ce sur quoi je ne peux être contre, après avoir écrit, avec Alain REGUILLON, un ouvrage intitulé « l'euro, une symphonie inachevée ». Car l'euro souffre bien d'un malentendu dès sa naissance : l'harmonisation monétaire devait être accompagnée d'une harmonisation fiscale et sociale. Or, cette deuxième jambe de l'UEM (le « E ») n'a jamais été mise en place par des gouvernements trop frileux. L'euro souffre donc, incontestablement d'une UEM non aboutie. Il fallait donner un État (fédéral) à l'euro, et l'inscrire définitivement dans l'histoire d'une Europe plus intégrée. Et Joseph STIGLITZ se transforme paradoxalement en partisan de ... plus d'Europe, en appelant à une vraie réforme bancaire, à la création d'eurobonds, c'est-à-dire à la mutualisation des dettes souveraines européennes. Qui peut être opposé à cette proposition ? Il préconise aussi un système d'encouragement et de contrôle de la convergence des économies réelles.

Pour arriver à cela, il estime qu'un divorce à l'amiable sera nécessaire, en étudiant spécifiquement le cas de la Grèce. Sans toutefois analyser, en dehors de la Grèce, les conséquences financières, politiques et géopolitiques du rétrécissement de la zone euro.

Joseph STIGLITZ accompagne son analyse d'une réflexion sur l'insuffisance de démocratie européenne, d'une Europe pensée par les élites, loin des préoccupations des peuples, ce qui conduit ces derniers à ne plus résister aux sirènes du nationalisme.

Je conclurai en reprenant in extenso la fin de la note de lecture de ce livre par Michel DEVOLUY, professeur à l'université de Strasbourg, car elle résume parfaitement tout ce qu'il reste à faire pour relancer l'Europe et lui donner enfin un poids politique correspondant à son poids économique :

« Rude bilan. Certes, mais il faut poser le bon diagnostic si on veut avancer. Ne nous laissons pas séduire par des solutions à l'emporte-pièce. La fin de l'euro entraînerait une déflagration géopolitique majeure. Même la Grèce n'a pas pris ce risque. Le BREXIT n'offre pas un



exemple valable, car le Royaume-Uni n'a pas l'euro et bénéficie déjà d'un régime particulier. Les souverainistes qui proposent la fin de l'Europe en passant sous silence toutes les conséquences négatives d'un tel choix se nourrissent des désarrois des citoyens les plus fragiles. Nous pensons que le plus sage serait une marche résolue vers une forme de fédération politique pour la zone euro. L'histoire des déchirures du continent européen nous y encourage. Les nombreuses réussites de six décennies d'intégration nous y incitent (échanges, programmes structurels, politiques communes). La démographie nous y invite car nous comptons pour moins de 5% de la population mondiale. Mais surtout, les Européens pourraient piloter leur économie, choisir leur modèle économique et social, peser dans le monde, se protéger, se défendre, gérer les grands défis communs (environnement, croissance soutenable, terrorisme, cyber-terrorisme, immigration, vivre-ensemble, rapport au travail, place du collectif, rôle des services publics, répartition des richesses et des revenus). Ce n'est pas avec une concurrence exacerbée entre les États membres ou, à l'inverse, dans une forme d'autarcie, que tous ces problèmes seront résolus dans l'intérêt des peuples.

Il appartient aux citoyens de choisir la bonne direction. Il faut parler de l'Europe, de ses difficultés comme de ses enjeux. La peur, les méfiances et les replis sur soi ne préparent pas sereinement notre futur commun. Dans un monde bousculé qui cherche la bonne trajectoire pour le 21^e siècle, les débats sur l'Europe sont d'une impérieuse nécessité. En ces temps d'élections, ne laissons pas les intérêts immédiats des appareils politiques nationaux déterminer notre avenir collectif. »

Cette citation de Michel DEVOLUY sur STIGLITZ résume très bien, finalement les VŒUX que je pourrais formuler à mon tour pour la « feuille de route » de l'UE, et particulièrement de la zone euro afin qu'elle puisse vraiment répondre aux défis collectifs du XXI^e siècle.

J'y ajoute naturellement pour chacune et chacun d'entre vous, mes vœux chaleureux pour une belle année 2017, pleine de santé, de joies, de succès et de paix.

**Prochaine actualité européenne présentée à la Maison
de l'Europe et des Européens par Alain REGUILLON**

Mardi 7 février à 19 h 00

Pour suivre l'actualité commentée par Alain MALEGARIE, allez sur son blog :

<http://euroblog-alainmalegarie.eu>

